Brussels Studies

La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles
/ Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over
Brussel / The Journal of Research on Brussels
Collection générale | 2021

Les détritrus de la ville : repenser la gestion des déchets à Bruxelles

Afval van de stad: nood aan een hervorming van het Brusselse afvalbeheer
Refuse of the city: rethinking waste management in Brussels

Andrea Bortolotti

Traducteur : Laurie Guérif

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/brussels/5708>
DOI : 10.4000/brussels.5708
ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Andrea Bortolotti, « Les détritrus de la ville : repenser la gestion des déchets à Bruxelles », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 160, mis en ligne le 26 septembre 2021, consulté le 06 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/5708> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.5708>

Ce document a été généré automatiquement le 6 décembre 2021.

Licence CC BY

Les détritrus de la ville : repenser la gestion des déchets à Bruxelles

Afval van de stad: nood aan een hervorming van het Brusselse afvalbeheer
Refuse of the city: rethinking waste management in Brussels

Andrea Bortolotti

Traduction : Laurie Guérif

NOTE DE L'ÉDITEUR

Pour voir les figures dans une meilleure résolution, accédez à l'article en ligne et cliquez sur « Original » en dessous de celles-ci.

NOTE DE L'AUTEUR

Cette étude a bénéficié du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale – Innoviris (numéro de contrat : RBC / 2018 EU MCW 3A3B3C3D3E) dans le cadre du projet « SYNCITY – Synergetic Cities for Europe ».

1. Cureghem : un « quartier-poubelle »

- 1 La propreté des rues figure en bonne place parmi les problèmes signalés par les habitants de Bruxelles (Belgique) en ce qui concerne leur quartier [Mincke, 2010]. L'état déplorable de certaines parties de la ville plonge souvent les visiteurs et les habitants de la capitale de l'Europe dans la perplexité et la consternation. C'est notamment le cas des habitants de la partie pauvre de la ville (quartiers populaires des communes d'Anderlecht, de Molenbeek, de Schaerbeek et de Saint-Josse), qui sont depuis longtemps insatisfaits de la propreté des abords immédiats de leurs logements [IBSA, s.d.]. Le faible niveau de propreté des rues influe sur la qualité du cadre de vie, nuit aux

efforts visant à favoriser une plus grande mixité sociale et la cohésion sociale dans les quartiers et est généralement lié à d'autres formes de nuisances et de délits [voir Hastings, 2007 ; Hastings *et al.*, 2009]. Dans les quartiers populaires de Bruxelles, la piètre propreté de l'espace public est synonyme d'autres formes de ségrégation et de problèmes sociaux (en matière d'accès à l'éducation et à l'emploi, par exemple) qui ajoutent à l'insuffisance des services publics [Vandermotten, 2014].

- 2 Ainsi, le quartier de Cureghem à Anderlecht présente les caractéristiques typiques d'une zone urbaine défavorisée : la densité de population y est deux fois supérieure à la moyenne régionale ; le taux de chômage des jeunes est de 10 % supérieur ; la surface moyenne d'un logement est de 60 m², contre 74 m² au niveau régional ; et 40 % de la population totale est d'origine étrangère, abstraction faite des personnes qui n'ont pas le statut de résident et des personnes d'origine étrangère qui ont obtenu la nationalité belge [IBSA, Monitoring des Quartiers]. Comme d'autres quartiers du croissant pauvre de Bruxelles, à l'ouest du centre-ville, Cureghem est un ancien quartier ouvrier qui porte encore les marques de plusieurs décennies de désinvestissement et de désintérêt politique à la suite du processus de désindustrialisation mené dans les années 1970 [Kesteloot et Meert, 1999 ; Mistiaen *et al.*, 1995 ; Sacco, 2010]. L'environnement bâti est constitué d'un mélange de logements exigus, de maisons mitoyennes en briques (souvent divisées en appartements), d'ateliers, d'entreprises et d'entrepôts, qui ont été peu à peu désertés puis occupés par de nouveaux arrivants et par des personnes issues de l'immigration, souvent en situation précaire.
- 3 Depuis bien longtemps, Cureghem est un lieu d'« arrivée » et de « transition » pour les personnes immigrées à Bruxelles, et ce pour différentes raisons. La location de biens immobiliers y est relativement bon marché et il est facile d'obtenir un contrat de bail [Chabrol et Rozenholc, 2015]. L'économie de quartier dynamique et l'entrepreneuriat ethnique (axés sur le marché des voitures d'occasion, sur le marché et les abattoirs d'Anderlecht et sur le quartier du textile appelé le « Triangle ») offrent des possibilités d'emploi aux personnes peu qualifiées [Orban *et al.*, 2021]. En outre, les migrants peuvent trouver d'autres repères socioculturels utiles, par exemple du fait de la présence de membres de leur communauté dans les entreprises et les associations et de la possibilité d'accès à des lieux de culte. En conséquence, Cureghem attire également des personnes qui résident dans d'autres quartiers. Cela dit, les gens s'y installent généralement pour une courte durée, car ils ont tendance à déménager dans d'autres parties de la ville offrant de meilleures conditions de logement et de meilleures possibilités d'achat [Grippa *et al.*, 2015 ; Van der Linden *et al.*, s.d.]. Il en résulte un renouvellement très fréquent de la population locale [Van Hamme *et al.*, 2016].
- 4 À des degrés divers, les habitants et les agents publics ont le sentiment que la fréquence des déménagements, conjuguée à la concentration des commerces de gros et de détail et au passage de nombreux visiteurs, est à l'origine des tas de déchets visibles à tout moment dans le quartier. Outre les déménagements de particuliers, dont découle la nécessité de se débarrasser des meubles et appareils ménagers encombrants souvent abandonnés sur les trottoirs, aux carrefours et sur les places, les entreprises mettent au rebut d'importants volumes de déchets résiduels, palettes de bois, cagettes en plastique et emballages de toutes sortes, sans compter l'entretien de véhicules dans les lieux publics qui occasionne des déversements et des débris, etc. À cela s'ajoutent la négligence présumée des habitants qui ne respectent pas ou ne connaissent pas la réglementation relative aux déchets, ainsi que les dépôts de déchets par des personnes

venues de l'extérieur qui profiteraient de la situation. Dans ce contexte, les habitants du quartier expriment régulièrement, par le biais des médias sociaux et de la presse locale, leur sentiment de vivre dans un dépotoir et d'être délaissés par les pouvoirs publics [Deffet, 2018]. Pour remédier au problème des déchets dans ce quartier comme ailleurs à Bruxelles, il existe essentiellement deux approches : installer davantage de poubelles et d'équipements de tri sélectif dans les rues et renforcer les contrôles et les sanctions à l'encontre des personnes qui ne respectent pas les règles. En fin de compte, il est considéré d'une manière plutôt condescendante que le problème des déchets se résume à un manque de civisme de la part de la population locale et à un manque de contrôle de la part de l'administration locale.

- 5 En partant du principe que les enjeux vont potentiellement au-delà du contrôle et des sanctions, le présent document offre un éclairage sur la problématique des déchets à Bruxelles et propose une analyse approfondie du cas de la Chaussée de Mons, grande rue commerçante de Cureghem qui compte une multitude de restaurants ethniques, de bars et de magasins de primeurs, et où l'accumulation de déchets est en grande partie imputable au dynamisme de l'activité commerciale. Cette étude porte donc en particulier sur les déchets commerciaux, qui ont récemment fait l'objet d'une attention accrue dans le domaine de la recherche à Bruxelles [Godart et Strale, 2019]. Elle s'appuie sur des informations collectées par le biais d'une analyse documentaire et d'un travail de terrain mené dans le cadre d'une recherche transdisciplinaire pendant plus d'un an, entre octobre 2019 et décembre 2020, par un groupe composé d'un architecte/chercheur, de deux travailleurs sociaux formés en sociologie et anthropologie, et d'un médiateur interculturel/traducteur [Dessouroux *et al.*, 2021]. Pour mieux comprendre les stratégies et les pratiques de traitement des déchets dans cette rue en particulier, nous avons rencontré et interrogé deux agents publics et 11 commerçants locaux. En outre, nous avons organisé un atelier d'une journée réunissant plus d'une trentaine de personnes, parmi lesquelles des acteurs publics, des commerçants et des spécialistes, afin de redéfinir la question des déchets et d'examiner ensemble les solutions envisageables.
- 6 Le document s'articule de la façon suivante : la section 2 passe en revue la documentation consacrée aux liens entre le contexte propre à un quartier, son état de propreté et la nécessité d'y adapter l'offre de services ; la section 3 présente une vue d'ensemble des services de collecte de déchets et des réglementations connexes en vigueur à Bruxelles, et la manière dont ils se traduisent dans les faits ; la section 4 donne un aperçu du cas de la Chaussée de Mons, en soulignant les spécificités et en mettant l'accent sur les solutions individuelles et de fortune ; en guise de conclusion, la section 5 examine les mesures qui se font jour dans la perspective d'une réorganisation des services de gestion des déchets dans cette zone précise, ainsi que les pistes de réflexion pour une gestion des déchets urbains mieux adaptée à la configuration des lieux à Bruxelles.

2. Quand pauvreté rime avec malpropreté

- 7 Il est fréquent de constater que dans les quartiers pauvres, les services publics sont généralement insuffisants ou inadéquats eu égard aux défis qui se posent en matière de gestion des déchets sauvages et, plus généralement, d'entretien des espaces publics. Les raisons de cette situation sont moins claires. Dans les publications relatives aux études

urbaines axées sur la question de savoir s'il existe une partialité structurelle dans les prestations de services publics vis-à-vis des quartiers pauvres (au Royaume-Uni) ou noirs (aux États-Unis), le postulat de départ est qu'il existe des groupes disposant de ressources plus importantes, notamment en matière de moyens financiers, d'influence et d'information, qui ont la mainmise sur les décisions politiques dans certaines localités, généralement aux dépens de groupes ethniques différents, moins bien lotis et moins instruits [Harvey, 2009 ; Pellow, 2002]. Selon un point de vue plus nuancé, ce serait la conjonction de l'intensité et de la concentration de la demande en matière de services publics (écoles, emplois, services sociaux, éclairage public, ramassage des ordures, etc.) qui rendrait la tâche plus difficile pour satisfaire la demande dans les quartiers concernés, malgré les efforts et moyens supplémentaires parfois importants qui peuvent y être déployés [Duffy, 2000]. Un examen plus approfondi du nettoyage des rues dans certains quartiers pauvres du Royaume-Uni [Hastings, 2007 et 2009] met en évidence certaines caractéristiques matérielles et sociales étroitement liées qui peuvent expliquer les mauvais résultats des prestations de services.

- 8 La forte densité de logements, souvent dépourvus de jardins, ainsi que la présence de terrains vagues et de bâtiments abandonnés, sont quelques-unes des caractéristiques matérielles qui induisent un risque plus élevé de malpropreté [Hastings, 2007]. Les premières tiennent à la taille plus modeste des habitations, qui limite la capacité de stockage des éléments recyclables et les possibilités d'entreposer les déchets encombrants, d'où une pression accrue sur le système ordinaire de collecte. Les secondes se rapportent à la « nature » des espaces ouverts, où les endroits dont la propriété et les délimitations ne sont pas clairement définies sont plus susceptibles de favoriser une accumulation de déchets [voir également Yatmo *et al.*, 2013]. Le caractère approprié des systèmes de recyclage des déchets ménagers en fonction de certains lieux et de certaines conditions sociospatiales est également examiné par Glad [2018] et par Bulkeley et Gregson [2009]. Les maisons mitoyennes des centres-villes et les logements sociaux, par exemple, présentent généralement des taux de recyclage inférieurs à ceux des autres types d'habitations [Hellwig *et al.*, 2019].
- 9 Comme leurs occupants sont souvent des personnes issues de l'immigration, les minorités ethniques auraient souvent tendance, selon les statistiques officielles, à moins pratiquer le recyclage que le reste de la population [Robinson *et al.*, 2013]. Par ailleurs, les nouveaux arrivants rencontrent parfois des difficultés pour se familiariser avec les réglementations des municipalités qui les accueillent et pour se conformer aux réglementations en matière de déchets ménagers, car ils ne comprennent pas toujours la langue, voire ne savent pas lire [Hellwig *et al.*, 2019].
- 10 Cela se rattache aux caractéristiques démographiques qui, selon Hastings [2007], sont associées à des problématiques plus complexes telles que l'importance des taux de chômage, la concentration d'enfants et d'une population jeune et la faiblesse des revenus moyens. Un niveau élevé d'inactivité économique se traduit par une augmentation des occupations quotidiennes dans les quartiers, ce qui entraîne un accroissement des quantités de déchets et de détritrus, ainsi que de l'usure de l'espace public. En outre, du fait de la densité de la population infantile et juvénile, les rassemblements de jeunes et les déchets « incommodes » (les couches, par exemple) sont plus nombreux. La faiblesse des revenus va de pair avec une tendance à acheter des marchandises moins coûteuses et moins durables, et donc avec la production d'un plus grand nombre de déchets volumineux à éliminer ; ce phénomène, associé à des

taux de motorisation plus faibles, entraîne une plus grande dépendance à l'égard des services publics pour l'élimination de ces déchets.

- 11 Outre l'adaptation de l'offre de services par la mise en place de personnages publics désignés comme gestionnaires de quartier, comme cela s'est fait en Angleterre [Power, 2004], il existe une abondante documentation sur la coproduction de services publics grâce à la mobilisation et à la participation d'acteurs non étatiques (particuliers, associations et entreprises), méthode qui a fait ses preuves pour l'adaptation des services en fonction des variations locales et des contraintes budgétaires [Ostrom, 1996 ; Joshi et Moore, 2004 ; Mitlin, 2008]. En matière de gestion des déchets, la coproduction comprend aussi bien le passage du ramassage à la porte arrière des habitations à la collecte en porte-à-porte que l'inclusion de ramasseurs non professionnels et de coopératives de recyclage à la collecte et à la valorisation des déchets [Gutberlet, 2015 ; Ezeudu *et al.*, 2020]. Dans le premier cas, les résidents doivent placer leurs poubelles en bordure de trottoir les jours de collecte, afin de permettre un gain de temps et une réduction des effectifs nécessaires dans le cadre des tournées de collecte [Whitaker, 1980] ; dans le deuxième cas, il s'agit de combler les lacunes au niveau des services officiels et en matière de capacité de récupération des matériaux. La sensibilisation des usagers (à l'égard de la réduction des déchets, du tri et des questions de rémunération, par exemple) et leur participation, à travers un dialogue continu avec les parties prenantes de la gestion des déchets, sont essentielles pour qu'ils puissent comprendre le système et se comporter en conséquence, ainsi que pour pouvoir adapter le système à leurs besoins [Ordoñez *et al.*, 2017, Hellwig *et al.*, 2019].
- 12 Cureghem et la Chaussée de Mons présentent la plupart des caractéristiques sociospatiales susmentionnées, ce qui peut expliquer les mauvais résultats des prestations de services, au même titre que le dynamisme de la vie commerciale favorisé par la situation centrale et par la bonne desserte des services publics. Il reste donc à étudier les modalités selon lesquelles les services de collecte des déchets et de nettoyage des rues sont organisés à Bruxelles, ainsi que les hypothèses permettant d'expliquer leur dysfonctionnement à Cureghem. Afin d'éclairer la question, la section ci-après présente un bref aperçu des services de collecte des déchets et de la réglementation connexe à Bruxelles. Elle met en lumière la distinction subtile qui existe entre les services de collecte selon qu'il s'agit de déchets ménagers ou commerciaux, et comment l'éparpillement des responsabilités entre les autorités publiques chargées d'assurer ces services a un impact sur la fourniture de services dans les zones urbaines les plus difficiles.

3. Gouvernance et réglementation en matière de déchets à Bruxelles

- 13 Bruxelles-Propreté est l'Agence régionale pour la propreté, chargée de la collecte des déchets ménagers dans la Région de Bruxelles-Capitale. Elle assure la gestion conventionnelle des déchets solides en procédant à leur collecte périodique à la source (ramassage des sacs-poubelle de porte en porte, vidage des conteneurs individuels et gestion des points de dépôt) avec un système de tri basique pour les éléments recyclables, et à l'incinération des déchets restants permettant une récupération d'énergie. Bruxelles-Propreté propose également un service payant similaire à l'intention des entreprises. En effet, depuis 2013, il est obligatoire pour les entreprises,

quelle que soit leur taille, de souscrire un contrat pour la collecte de leurs déchets soit avec le service Pro de Bruxelles-Propreté, soit avec un prestataire privé (par exemple Renewi, Veolia, etc.). Toutefois, au moment de la réalisation de la présente étude, l'opérateur public pratiquait des prix très compétitifs et assurait ce service pour la majorité des petites et moyennes entreprises de la ville. En 2017, une association d'opérateurs privés a attaqué Bruxelles-Propreté en justice, alléguant qu'elle utilisait des fonds publics pour abaisser artificiellement les prix sur le marché concurrentiel des déchets non ménagers. En conséquence, le tribunal de première instance a ordonné la suspension du versement d'une partie des subventions à cette agence [Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2020], ce qui a entraîné par exemple une brusque réduction des services de collecte de cartons pour les entreprises en 2020.

- 14 Introduite progressivement depuis 2005 dans la Région de Bruxelles-Capitale, l'obligation de tri sélectif des déchets ménagers concerne les bouteilles en verre, le papier et le carton, les récipients en aluminium et en plastique et les déchets de jardin. Les déchets résiduels, le papier, l'aluminium et le plastique ainsi que les déchets de jardin sont triés et collectés à l'aide de sacs de couleur qu'il faut placer le long des façades des habitations dès la veille des tournées de collecte. Celles-ci ont lieu respectivement deux fois par semaine pour les déchets résiduels et une fois par semaine pour les éléments recyclables. Depuis 2013, l'obligation s'est étendue également progressivement au secteur commercial, de sorte que les deux systèmes (déchets ménagers et déchets commerciaux) sont désormais essentiellement les mêmes. La seule différence au niveau du service assuré par Bruxelles-Propreté réside dans l'utilisation de sacs en plastique de couleurs différentes pour les déchets résiduels. Les déchets ménagers sont déposés dans un sac blanc, tandis qu'il faut un sac rose pour les déchets commerciaux. Cette différenciation devait permettre un meilleur suivi des déchets commerciaux et la mise en place d'un système de « paiement proportionnel » pour les commerçants, afin qu'ils s'acquittent d'un montant correspondant à la quantité réelle de déchets produits plutôt que de payer une somme fixe par le biais de taxes comme le font les ménages. Contrairement aux sacs ménagers classiques que l'on trouve facilement à bas prix dans les supermarchés et les épiceries, les sacs destinés aux entreprises ont un coût plus élevé et doivent être commandés à l'avance exclusivement auprès de Bruxelles-Propreté, dans les quantités jugées nécessaires pour les besoins des commerçants, conformément aux termes de leur contrat.
- 15 En définitive, comme les sacs (à l'exception de ceux destinés aux déchets résiduels) sont identiques pour les deux secteurs et, surtout, comme les tournées de collecte ont lieu en même temps pour les ménages et pour les entreprises (sauf accord contraire, moyennant des coûts supplémentaires), il est difficile de distinguer à qui appartiennent les sacs-poubelle une fois déposés dans la rue. De plus, les sacs de déchets commerciaux et résidentiels sont mélangés au cours de la collecte, ce qui complique l'établissement de statistiques distinctes pour les deux catégories [Godart et Strale, 2019]. Dans cette confusion, il est facile pour les entreprises de se débarrasser de leurs déchets au moyen de sacs ménagers, soit de façon à éviter des coûts supplémentaires, soit simplement parce qu'elles sont à court de sacs et doivent contacter Bruxelles-Propreté pour en commander d'autres. Il s'agit apparemment d'une pratique répandue qui n'est pas vraiment prise en compte par l'organisme public, comme le confirment les statistiques officielles faisant état d'un faible taux de recyclage au niveau des entreprises (21 %) par rapport aux ménages (41 %). Cela met également en évidence le fossé qui existe à

Bruxelles entre le programme relatif aux déchets, qui comprend des objectifs ambitieux en matière de recyclage et de prévention (comme l'interdiction des sacs en plastique à usage unique dans toute la région), et la réalité désordonnée des pratiques.

- 16 Si la fréquence de collecte des déchets résiduels est de deux fois par semaine pour l'ensemble de la région, il existe quelques zones bien précises bénéficiant d'un régime de faveur, où les déchets commerciaux (sacs roses) sont collectés quotidiennement du lundi au samedi. Ces zones ont été définies à la demande du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés (dit secteur « HoReCa »), qui a fait valoir l'impossibilité de garder les déchets à l'intérieur des locaux en fonction des cycles de collecte en raison du flux élevé de clients. Elles correspondent au cœur du centre historique ainsi qu'à quelques pôles commerciaux situés à l'intérieur de la première couronne. Néanmoins, l'ensemble des zones en question ne représente qu'une proportion minime du territoire régional et elles sont principalement situées près des quartiers les plus aisés de l'est de la ville (figure 1).

Figure 1. Localisation de Cureghem et des zones de collecte quotidienne des déchets commerciaux à Bruxelles

Sources : UrbIS ; Atrium ; Bruxelles-Propreté, 2019. Élaboration de l'auteur, 2020

- 17 Les sacs-poubelle officiels en polyéthylène d'une capacité de 30, 60 ou 100 litres constituent pour les ménages comme pour les entreprises le principal moyen permettant le tri et la collecte des déchets à Bruxelles. Pourtant, ces sacs s'avèrent généralement impropres à la rétention de leur contenu (liquides et déchets organiques en particulier), dans la mesure où ils sont souvent déchirés lors de leur utilisation ou éventrés par des personnes à la recherche de rebuts¹ ou par des animaux en quête de nourriture. Cela entraîne des déversements, des débordements et la transformation des déchets en immondices. En outre, il existe un marché parallèle de sacs-poubelle

semblables aux sacs officiels, mais de moins bonne qualité et plus fragiles. Comme indiqué par un agent public d'Anderlecht :

- 18 « Nous avons beaucoup de problèmes avec les sacs blancs, dans la mesure où ils se déchirent ou que quelqu'un les déchire... Quand je regarde les sacs, je vois même les déchets à l'intérieur tellement le plastique est fin. J'en ai parlé au fournisseur de sacs en plastique de Bruxelles-Propreté. Quand je lui ai dit qu'il existait un marché parallèle, il m'a montré un rouleau officiel de sacs, dont le plastique avait l'air plus épais. Ainsi, après le passage de Bruxelles-Propreté dans nos rues, elles sont sales ! Au lieu d'être propres, les rues sont sales. »

- 19 En ce qui concerne le service de nettoyage des rues, Bruxelles-Propreté en partage la charge avec d'autres acteurs publics et avec les services de propreté des 19 communes de Bruxelles selon des modalités assez complexes. Ainsi, l'agence assure le nettoyage (balayage des routes et vidage des poubelles) au niveau des grands axes routiers relevant de la compétence régionale et des sites du réseau des transports publics (arrêts de bus et de tramway, notamment), tandis que les communes sont chargées d'assurer la propreté de toutes les autres voies, y compris l'enlèvement des déchets encombrants et des déchets résultant de dépôts sauvages. Ce service dépend de la disponibilité des ressources et, comme les communes bruxelloises ne sont pas toujours en mesure de le garantir, il est souvent pris en charge par des entreprises privées [Nassaux, 2012]. La fréquence à laquelle le service de nettoyage de Bruxelles-Propreté intervient diffère en fonction de la charge de travail, bien qu'un service de nettoyage quotidien soit censé être assuré tout au long de la semaine pour les zones urbaines les plus fréquentées, telles que les zones touristiques et commerciales ou à proximité des gares [Région de Bruxelles-Capitale, 2013].

- 20 Tout cela fait apparaître deux questions qui, selon nous, sont fondamentales dans la réflexion quant aux raisons pour lesquelles le service de collecte des déchets n'est pas optimal dans certains des quartiers les plus difficiles de la ville. Tout d'abord, le flou qui règne entre le service destiné aux particuliers et celui destiné aux professionnels contribue à rendre plus difficile leur ciblage et leur adaptation en fonction de la demande dans les quartiers où la forte densité de population met déjà le service de collecte à rude épreuve. Ensuite, la répartition des compétences et des services spécialisés entre la région et les communes, ainsi qu'au sein des communes elles-mêmes, s'avère inefficace pour ce qui est d'assurer un service équitablement réparti à l'échelle régionale. En raison de la multiplicité des services dotés chacun de son propre personnel, qui opèrent dans des zones géographiques et des secteurs déterminés et ne partagent pas nécessairement les mêmes objectifs, les autorités publiques et les opérateurs se renvoient les responsabilités lorsqu'il s'agit d'adapter les services dans les zones les plus problématiques. Il en résulte des enclaves régionales où le service est médiocre, ce qui est accepté *de facto* par les agents publics, qui souvent attribuent le problème des déchets à des questions culturelles plutôt que structurelles.

- 21 À la lumière de ces éléments, il est possible d'appréhender le problème des déchets à Cureghem à travers le prisme de la « marginalité avancée », une notion utilisée pour décrire la conjonction entre exclusion néolibérale et stigmatisation des lieux urbains dans le contexte de la régression de l'État-providence au sein des économies avancées [McFarlane et Silver, 2017 ; Wacquant, 2008]. Cureghem est une enclave territoriale périphérique à sa commune (Anderlecht), dont une petite partie dépend d'une commune voisine (Molenbeek) pour quelques numéros de maisons (la limite

administrative étant établie sur le tracé d'un ancien cours d'eau enterré) et qui est traversée par un axe routier (la Chaussée de Mons) relevant de la compétence régionale. Ces nombreuses strates bureaucratiques (la fameuse « lasagne institutionnelle » belge) présentent des inconvénients sur le plan de l'administration et de la gestion. Cette situation et les limites floues en matière de responsabilité, auxquelles s'ajoute le renouvellement fréquent de la population locale, ont une incidence sur les pratiques de chacun en ce qui concerne les déchets et sur l'efficacité des services publics dans ce domaine.

- 22 Dans les sections qui suivent, le cas de la Chaussée de Mons à Cureghem est examiné, à travers l'étude des attitudes des usagers vis-à-vis du système de gestion des déchets et des hypothèses qui se dégagent dans le cadre de la recherche d'une solution au problème des déchets dans cette rue en particulier.

4. Le cas de la Chaussée de Mons

- 23 Entre janvier et juin 2020, nous avons effectué un travail de terrain sur la Chaussée de Mons, afin de cerner les problèmes qui se posent dans le contexte de l'accumulation des déchets dans cette rue précise, et de réfléchir aux possibilités d'amélioration des services sur la base de l'expérience des usagers. L'étude porte essentiellement sur un tronçon de 600 mètres entre la Porte d'Anderlecht et la station de métro Clemenceau, où se concentrent les activités commerciales. Il s'agit d'une rue à deux voies, à double sens, jouxtée d'une voie réservée aux transports publics de part d'autre, en alternance. De chaque côté de la rue se trouvent des bandes de stationnement continues, des rangées d'arbres clairsemées, des trottoirs étroits longeant les façades-rideaux d'immeubles à appartements de différentes hauteurs, avec des rez-de-chaussée commerciaux entre lesquels s'intercalent entre des entrepôts et des garages (figures 2, 3 et 4). La chaussée constitue un point d'entrée dans la commune d'Anderlecht et un axe de circulation majeur en direction et en provenance du centre-ville. Le plus grand marché de Bruxelles, qui attire jusqu'à 100 000 visiteurs chaque week-end, possède également une entrée sur la Chaussée de Mons.

Figure 2. La Chaussée de Mons à Cureghem avant la collecte des déchets, 9 juin 2020

Photo : Vital Marage

Figure 3. La Chaussée de Mons à Cureghem avant la collecte des déchets, 9 juin 2020

Photo : Vital Marage

cagettes et de cartons, bidons d'huile, etc.) et les dépôts sauvages. Les résultats de cette action ont été retranscrits sous forme de plans de coupe, afin de faciliter la visualisation des emplacements, des quantités et des types de sacs-poubelle présents dans la rue (figure 5).

Figure 5. Exemples de quantification des déchets (nombre de sacs) recensés le long des deux côtés de la Chaussée de Mons avec indication de la localisation des commerces

Source : échantillon du 9 juin 2020 (élaboration de l'auteur)

- 27 L'enquête sur le terrain a permis de constater que la grande majorité des sacs-poubelle déposés dans la rue sont des sacs blancs de déchets ménagers mélangés. Viennent ensuite, du point de vue du volume, les piles de cartons provenant des grossistes et détaillants de denrées alimentaires emballées, et les cagettes de différentes formes et composition (plastique, polystyrène, bois) mises au rebut par les marchands de primeurs et par les poissonniers. Nous avons dénombré peu de sacs roses (à l'usage des commerçants) et de sacs bleus (pour le plastique et l'aluminium). En revanche, nous avons constaté la présence récurrente de tous types de détritits et occasionnellement de quelques déchets ménagers encombrants comme des matelas, des canapés, des chaises et des réfrigérateurs. La représentation cartographique fait apparaître une accumulation plus importante de déchets dans une partie de la rue où la concentration de magasins et la densité de population sont plus élevées, ainsi que quelques pics d'accumulation autour du carrefour central avec la rue de Liverpool et la rue Docteur de Meersman, formant une zone qui fonctionne comme une petite place commerciale. Cependant, notre enquête n'a pas permis de déterminer avec certitude de qui provenaient les déchets, entre les commerçants, leurs clients ou les habitants.
- 28 Lorsque l'on s'intéresse aux flux de déchets, le problème du manque de données qualitatives et quantitatives fiables se pose souvent : soit ces données ne sont tout

simplement pas disponibles, soit elles sont protégées par le secret professionnel [MacBride, 2011]. Or, le manque de données fiables conduit à des conclusions hâtives et non étayées quant aux causes de la problématique des déchets – conclusions qui influent à leur tour sur les solutions proposées par les responsables de l'élaboration des politiques et par les décideurs. Dans un premier temps, l'absence de contrats réguliers pour l'enlèvement des déchets constatée chez les commerçants a été évoquée par les parties prenantes communales comme la principale raison de l'accumulation des déchets sur la Chaussée de Mons. Il s'agit là d'un problème auquel la commune a été confrontée ces derniers temps, comme en témoignent les actions de contrôle menées en 2018 et en 2019 en collaboration avec Bruxelles-Propreté pour recenser les commerçants qui ne s'étaient pas encore acquittés de cette obligation administrative. Afin d'y voir plus clair, nous nous sommes entretenus avec 11 commerçants syriens, parmi lesquels un boucher, cinq restaurateurs, trois marchands de primeurs, un pâtissier et un épicier spécialisé. Un médiateur interculturel de la municipalité d'Anderlecht a participé activement aux entretiens et a contribué à la traduction des questions et des réponses de l'arabe vers le français et inversement.

- 29 Il ressort des entretiens que la plupart des commerçants disposaient d'un contrat régulier (ou étaient sur le point de passer un accord) avec Bruxelles-Propreté pour un service de collecte à raison de deux fois par semaine, le mardi et le vendredi, à l'instar du reste d'Anderlecht. Néanmoins, les personnes interrogées ont aussi livré des interprétations différentes des contrats et des règlements en matière de collecte des déchets. Par exemple, une personne affirmait que le contrat ne l'obligeait pas à trier ses déchets. Un entretien avec un spécialiste de la question a permis de confirmer qu'il s'agit d'un malentendu courant au niveau des entreprises, dû au fait que Bruxelles-Propreté n'investit pas beaucoup de ressources dans la communication des consignes, ni dans le contrôle et le suivi des comportements individuels. Interrogés à ce sujet, les opérateurs de Bruxelles-Propreté ont répondu que leur mission consiste à établir les contrats, tandis que le contrôle du respect de ces contrats incombe aux communes et à l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, également appelé Bruxelles Environnement. En conséquence, la plupart des éléments mis au rebut par les entreprises sont collectés avec les déchets résiduels. Le défaut de tri à la source est en théorie préjudiciable aux commerçants eux-mêmes qui, en vertu de leur contrat, paient davantage pour la collecte des déchets résiduels que pour celle des éléments recyclables (comme le plastique et les matières organiques). En pratique, l'utilisation généralisée des sacs à usage domestique par les commerçants compromet les efforts visant à mettre en place une incitation économique au tri des déchets. Seul le carton est collecté en grande quantité par Bruxelles-Propreté, tandis que les autres matières recyclables (par exemple l'huile de friture, le charbon de bois des barbecues et les os de boucherie) sont collectées par des entreprises privées spécialisées.
- 30 Confrontés à la nécessité de se débarrasser de déchets entre les collectes, certains commerçants ont eu recours à des solutions de fortune. Deux d'entre eux ont indiqué qu'ils utilisaient leurs camionnettes garées devant leurs magasins pour y stocker temporairement les sacs-poubelle. Un autre utilisait un conteneur roulant d'une capacité de 600 litres pour les déchets résiduels. Les conteneurs roulants, fournis gratuitement par Bruxelles-Propreté, sont censés être gardés à l'intérieur des locaux. Or, dans ce cas, le conteneur était laissé dehors en permanence, au bord de la rangée de places de stationnement. L'espace manque dans ces rez-de-chaussée exigus, dont les portes d'entrée sont d'ailleurs trop petites pour permettre le passage des conteneurs. Il

n'y a pas non plus beaucoup de place à l'extérieur, sur les trottoirs étroits ou dans la rue, où les véhicules garés ou en mouvement occupent la majeure partie de l'espace disponible. Il va sans dire qu'il peut être difficile de trouver un endroit où déposer les sacs-poubelle les jours de collecte. Des amoncellements de déchets ont été observés dans les rares endroits qui ne gênent pas les déplacements des piétons et des véhicules, notamment au niveau des pieds d'arbres et des îlots de circulation. De même, des éléments de mobilier urbain informel, par exemple des clôtures en métal et en bois destinées à protéger les pieds d'arbres, étaient visibles lors de notre travail de terrain. Finalement, la plupart des commerçants se sont plaints du manque de propreté de la rue, reprochant aux autorités de la ville leur manque d'engagement. Tous sont convenus sur la nécessité de trouver une solution.

- 31 Dans la section suivante, qui tient lieu de conclusion, nous nous intéressons à deux pistes d'action qui se font jour dans le cadre de la recherche d'une solution au problème des déchets de la Chaussée de Mons. Ces propositions ont été formulées par le groupe de recherche et examinées dans le cadre d'un atelier auquel ont participé des commerçants et d'autres parties prenantes locales. Elles sont axées notamment : i) sur la création de circuits alternatifs de collecte et de récupération des matériaux par l'intermédiaire d'une plateforme physique, et ii) sur l'amélioration de la coordination entre les organismes publics par la mise en place d'un(e) gestionnaire de quartier, chargé(e) de perfectionner la collecte des déchets et le service de nettoyage des rues.

5. Conclusion – Vers une amélioration des services de gestion des déchets sur la Chaussée de Mons

- 32 En raison de ses caractéristiques sociospatiales, Cureghem est particulièrement susceptible de présenter des problèmes de malpropreté. Au niveau de la Chaussée de Mons, la transformation de nombreux rez-de-chaussée en restaurants et en magasins de primeurs au cours de ces dix dernières années a entraîné une augmentation de la quantité de déchets, tandis que la libéralisation du marché pour les déchets commerciaux a conduit à une refonte inachevée des services publics, qui s'est avérée jusqu'à présent inefficace pour répondre à la demande dans les zones urbaines plus difficiles. En outre, les chevauchements bureaucratiques et l'éparpillement des responsabilités compliquent la tâche pour définir d'éventuelles solutions. Les opérateurs publics estiment qu'ils ne sont pas en mesure de résoudre seuls le problème des déchets et que les citoyens doivent y mettre du leur [Région de Bruxelles-Capitale, 2012]. Cette affirmation est compréhensible, mais le serait davantage encore si l'offre de services était mieux adaptée en fonction de la diversité des usagers (ce que Bulkeley et Gregson [2008] appellent l'« unité primaire de consommation ») à Bruxelles et de leur situation géographique.
- 33 Comme le rappellent Hellwig *et al.* [2019 : 11],
- « [l]e système de recyclage et de tri des déchets doit être adapté au groupe cible, afin d'encourager chacun à y participer [...]. Lorsqu'il s'agit de poursuivre l'adaptation du système de façon à le rendre inclusif en dépit de la diversité culturelle, il semble judicieux de s'informer davantage auprès de personnes qui se sont adaptées aux systèmes de gestion des déchets, car leur expérience et leur point de vue peuvent être mis à profit pour ce type d'initiative. »

- 34 Si l'efficacité de la gestion des déchets urbains dépend de la capacité du service de collecte à être à l'écoute des comportements individuels et à les stimuler [UN Habitat, 2010], ce qui a été évoqué jusqu'à présent met en évidence le faible niveau d'engagement à cet égard, vu la communication rare ou minimale avec les usagers et le manque de coordination entre les parties prenantes du secteur des déchets (organismes privés et publics de collecte des déchets, autorités de réglementation, producteurs de déchets).
- 35 Compte tenu de ces éléments, deux mesures semblent plus appropriées pour remédier à la situation actuelle de la Chaussée de Mons. Premièrement, un meilleur tri des éléments recyclables à la source par les commerçants permettrait de réduire la pression sur la collecte des déchets ordinaires. Cela nécessiterait une adaptation au niveau spatial. La collecte des déchets triés nécessitant de l'espace, qui fait défaut aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, une possibilité serait de recourir à un point de collecte collectif situé dans un local de service prévu à cet effet sur la Chaussée de Mons ou à proximité. Cette solution, étudiée et mise en pratique dans une autre rue commerçante de Bruxelles par un consortium d'acteurs régionaux, l'association des commerçants locaux et la commune (qui a mis à disposition les ressources humaines et l'espace pour le stockage des déchets), a permis la collectivisation des contrats individuels avec Bruxelles-Propreté². L'agence voit d'un bon œil la possibilité de disposer d'un point de collecte unique situé dans un espace fermé et contrôlé, accessible exclusivement aux personnes ayant souscrit un contrat – solution qui pourrait en outre permettre aux commerçants de réaliser des économies. Néanmoins, cela nécessiterait un engagement de la part de la commune. Dans le cas de la Chaussée de Mons, cette partie prenante devrait débloquer des fonds pour la location d'un local et éventuellement pour la mise en place d'un service de collecte parallèle. Parmi les nombreux arguments avancés contre ce scénario figure la réticence de la commune à assumer des tâches supplémentaires de gestion des déchets en dehors de ses compétences et en concurrence avec des opérateurs privés.
- 36 D'une part, une telle solution permettrait de gérer le surplus de déchets commerciaux entre les collectes, sans recourir à un service de collecte quotidien et coûteux pour les commerçants de la Chaussée de Mons. D'autre part, elle permettrait d'établir une première distinction entre la production de déchets ménagers et la production de déchets commerciaux, ainsi que de définir des actions ultérieures en vue d'améliorer la situation globale en matière de nettoyage de la rue.
- 37 La deuxième option repose sur l'hypothèse de la mise en place d'un(e) « gestionnaire de quartier » qui aurait une vision plus large de diverses questions d'intérêt commun, notamment la sécurité, l'entretien des espaces publics, le nettoyage de la rue et la collecte des déchets. Cette personne, qui servirait d'intermédiaire entre les citoyens et les administrations publiques, serait habilitée à prendre des décisions et à exercer une autorité sur des budgets déterminés et spécifiques, afin de définir les tâches à accomplir pour assurer le bon fonctionnement du dispositif [Power, 2004]. Puisque l'un des principaux problèmes de ce quartier tient au fait qu'il accueille une population de passage (et donc au manque d'attachement et de sentiment d'appartenance au lieu qui en résulte), le (la) gestionnaire de quartier aurait la tâche délicate d'accroître le contrôle sur la situation du quartier, de renforcer la communication avec la population locale, d'examiner les problèmes et de proposer des solutions concertées. Cette personne devrait veiller à favoriser l'inclusion des usagers et leur participation au

service de gestion des déchets, tout en aidant à adapter le service de nettoyage (fréquence, méthode, etc.) en fonction des besoins, et transmettre les observations pertinentes aux niveaux supérieurs de prise de décision. Ces mesures sont prises en considération dans la documentation portant sur l'amélioration du fonctionnement du système malgré les contraintes spatiales [Hastings, 2007].

- 38 Cette solution suppose elle aussi une plus grande mobilisation des autorités locales pour faire évoluer la situation et s'occuper des populations urbaines. Il ne suffira peut-être pas de se concentrer exclusivement sur certaines zones particulièrement problématiques, comme la Chaussée de Mons, pour éradiquer le problème au niveau du quartier, au risque de saper le travail accompli dans certains endroits. Quoi qu'il en soit, les deux solutions, qu'il s'agisse de mesures matérielles ou immatérielles, nécessitent en définitive des efforts accrus de la part des acteurs publics (et un dialogue entre eux), afin d'exploiter le potentiel économique, social, politique et culturel du quartier grâce au concours actif de la population locale et à sa responsabilisation. Le cas de Cureghem témoigne des limites actuelles du service de collecte des déchets et de nettoyage des rues à Bruxelles. Les solutions envisageables évoquées dans ce document mettent en évidence la nécessité d'une refonte de la gestion des déchets à Bruxelles, axée sur un renforcement de l'engagement sur le terrain, ce qui supposerait d'investir davantage dans le personnel, dans la formation et dans la recherche. Il convient d'intégrer ce défi dans l'agenda politique urbain de Bruxelles aux fins de la mise en place d'un service de collecte des déchets plus équitable et plus efficace dans l'ensemble de sa géographie urbaine diversifiée.

Cette étude a été réalisée grâce au travail et aux échanges avec plusieurs collaborateurs, qui ne portent aucune responsabilité quant à son contenu. En particulier, je tiens à exprimer ma gratitude envers les membres du groupe avec lequel j'ai travaillé : Cataline Sénéchal, de l'association Inter-environnement Bruxelles, ainsi que Vital Marage et Hazem Yabroudi, de la Commune d'Anderlecht (Cellule Relations Interculturelles et Primo-Arrivants). Je tiens également à remercier toutes les personnes interrogées pour le temps qu'elles nous ont accordé et pour les informations dont elles nous ont fait part, à savoir les responsables du service Propreté publique de la commune d'Anderlecht et du service de Bruxelles-Propreté chargé des relations avec les autorités locales, la spécialiste de l'organisation Groupe One et les commerçants de la Chaussée de Mons.

BIBLIOGRAPHIE

- BULKELEY, H. et GREGSON, N., 2009. Crossing the Threshold: Municipal Waste Policy and Household Waste Generation. In : *Environment and Planning A: Economy and Space*, 41(4), 929-945. DOI : <https://doi.org/10.1068/a40261>
- CHABROL, M. et ROZENHOLC, C., 2015. Rester au centre-ville: Ce(ux) qui résiste(nt) à la gentrification. In : *Uzance*, 4, 4-15.

- DEFFET, É., 2018. Nous avons l'impression de vivre constamment dans les poubelles. In : *Le Soir Plus*. Disponible à l'adresse : [https:// www.lesoir.be/149729/article/2018-04-06/nous-avonsl'impression- de-vivre-constamment-dans-les-poubelles](https://www.lesoir.be/149729/article/2018-04-06/nous-avonsl'impression-de-vivre-constamment-dans-les-poubelles).
- DESSOUROUX, C., SÉNÉCHAL, C., BORTOLOTTI, A., DOBRE, C., MARAGE, V. et MUSEUX, B., 2021. *Cureghem : carnet de terrain. Cartes et récits à l'usage de la participation*. Syncity/Université libre de Bruxelles, 93 p.
- DUFFY, B., 2000. Satisfaction and expectations: Attitudes to public services in deprived areas. LSE STICERD Research Paper No. CASE045.
- EZEUDU, O. B., ORAELI, T. C., AGUNWAMBA, J. C. et UGOCHUKWU, U. C., 2021. Co-production in solid waste management: analyses of emerging cases and implications for circular economy in Nigeria. In : *Environmental Science and Pollution Research*. DOI : <https://doi.org/10.1007/s11356-021-14471-8>
- GLAD, W., 2018. Spaces for waste: Everyday recycling and sociospatial relationships. In : *Scottish Geographical Journal*, 134(3-4), 141-157. DOI : <https://doi.org/10.1080/14702541.2018.1500634>
- GRIPPA, T., MARISSAL, P., MAY, X., WERTZ, I. et LOOPMANS, M., 2015. Analyse dynamique des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges. In : *SPP IS | Politique des Grandes Villes*. DOI : <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.3650.4568>
- GODART, P., STRALE, M., 2019. Gérer les déchets des commerces dans un quartier urbain dense : regards sur une logistique méconnue. In : *Géomarketing*. Disponible à l'adresse : [https:// geomarketing.hypotheses.org/1379](https://geomarketing.hypotheses.org/1379).
- GOVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, Cabinet du Ministre Alain Maron, 2020. Une Agence Bruxelles-Propreté moderne pour relever les défis du XXIème siècle. In : *Dossier de presse*, 23 juin 2020. Disponible à l'adresse : https://maron-trachte.brussels/wp-content/uploads/2020/06/20200623_DossierPresse_AuditsABP.pdf. [récupéré le 12/10/2020]
- GUTBERLET, J., 2013. More inclusive and cleaner cities with waste management co-production: Insights from participatory epistemologies and methods. In : *Habitat International*, 46, 234-243. DOI : <http://dx.doi.org/10.1016/j.habitatint.2014.10.004>
- HARVEY, D., 2009. *Social Justice and the City*. University of Georgia Press.
- HASTINGS, A., 2007. Territorial Justice and Neighbourhood Environmental Services: A Comparison of Provision to Deprived and Better-off Neighbourhoods in the UK. In : *Environment and Planning C: Government and Policy*, 25(6), 896-917. DOI : <https://doi.org/10.1068/c0657>
- HASTINGS, A., 2009. Neighbourhood Environmental Services and Neighbourhood 'Effects': Exploring the Role of Urban Services in Intensifying Neighbourhood Problems. In : *Housing Studies*, 24(4), 503-524. DOI : <https://doi.org/10.1080/02673030902938389>
- HASTINGS, A., BAILEY, N., BRAMLEY, G., CROUDACE, R. et WATKINS, D., 2009. *Street cleanliness in deprived and better-off neighbourhoods. A clean sweep?* University of Glasgow. Disponible à l'adresse : <https://www.jrf.org.uk/sites/default/files/jrf/migrated/files/neighbourhood-street-cleanliness-full.pdf>
- HELLWIG, C., HÄGGBLOM-KRONLÖF, G., BOLTON, K. et ROUSTA, K., 2019. Household Waste Sorting and Engagement in Everyday Life Occupations After Migration—A Scoping Review. In :

Sustainability, 11(17), 4701.

DOI : <https://doi.org/10.3390/su11174701>

IBSA | Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse, n.d.. *Part des ménages insatisfaits de la propreté aux environs immédiats de leur logement*. Disponible à l'adresse : <https://monitoringdesquartiers.brussels/indicators/analysis/part-des-menages-insatisfaits-de-la-proprete-aux-environs-immediats-de-leur-logement/>

JOSHI, A. et MOORE, M., 2004. Institutionalised Co-production: Unorthodox Public Service Delivery in Challenging Environments. In : *The Journal of Development Studies*, 40(4), 31–49.

DOI : 10.1080/00220380410001673184

KESTELOOT, C. et MEERT, H., 1999. Informal Spaces: The Geography of Informal Economic Activities in Brussels. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 23(2), 232–251.

DOI : <https://doi.org/10.1111/1468-2427.00193>

MACBRIDE, S., 2011. *Recycling Reconsidered: The Present Failure and Future Promise of Environmental Action in the United States*. MIT Press.

MCFARLANE, C. et SILVER, J., 2017. Navigating the city: Dialectics of everyday urbanism. In : *Transactions of the Institute of British Geographers*, 42(3), 458–471.

DOI : <https://doi.org/10.1111/tran.12175>

MINCKE, C., 2010. Insécurité et sentiment d'insécurité à Bruxelles. In : *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n°39, [récupéré le 1/09/2021]. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/772>

DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.772>

MISTIAEN, P., MEERT, H. et KESTELOOT, C., 1995. Polarisation socio-spatiale et stratégies de survie dans deux quartiers bruxellois. In : *Espace, populations, sociétés*, 13(3), 277–290.

DOI : <https://doi.org/10.3406/espos.1995.1703>

MITLIN, D., 2008. With and beyond the state – co-production as a route to political influence, power and transformation for grassroots organizations. *Environment and Urbanization*, 20(2), 339–360.

DOI : 10.1177/0956247808096117.

NASSAUX, J.-P., 2012. Les aspects bruxellois de l'accord de réformes institutionnelles du 11 octobre 2011. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2129-2130(4), 5–61.

ORBAN, A., TRENADO, C.S. et VANIN, F., 2021. A qui profitent les activités productives ? Analyse du cas de Cureghem. In : *Brussels Studies* [En ligne]. Collection générale, n°43. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/5322> [récupéré le 15/09/2021]

DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.5322>

ORDOÑEZ, I., HARDER, R., NIKITAS, A. et RAHE, U., 2015 Waste sorting in apartments: integrating the perspective of the user. In : *Journal of Cleaner Production*, 106, 669–679.

DOI : <http://dx.doi.org/10.1016/j.jclepro.2014.09.100>

OSTROM, E., 1996. Crossing the great divide: Coproduction, synergy and development. In : *World Development*, 24 (6), 1073–1087.

DOI : 10.1016/0305-750X(96)00023-X.

PELLOW, D. N., 2002. *Garbage wars: The struggle for environmental justice in Chicago*. MIT Press.

POWER, A., 2004. *Neighbourhood management and the future of urban areas*. CASEpaper 77.

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE,, 2012. Plan Propreté 2012 – 2017 - Keep Brussels Beautiful

- ROBINSON, G. M., GUILBERT, S., TUDOR, T., BARR, S. W., METCALFE A. et RILEY, M., 2013. Ethnicity, environmental behaviour and environmental justice: initial findings from research in a London borough. In: Crocker, R. and Lehmann, S. (Eds.), *Motivating Change, Sustainable design and behaviour in the built environment*, Routledge, pp.291-313.
- SACCO, M., 2010. Cureghem : de la démolition à la revitalisation. In: *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n°43. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/808> [récupéré le 01/09/2021]
DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.808>
- UN-HABITAT, 2010. *Solid Waste Management in the World's Cities: Water and Sanitation in the World's Cities 2010*. Earthscan.
- VAN DER LINDEN, M., AUQUIER, L., HERMESSE, J. et GUILMIN, X., n.d.. Wood in Molenbeek: Méta-analyse d'un projet de recherche-action participative.
- VAN HAMME, G., GRIPPA, T. et VAN CRIEKENGEN, M., 2016. Mouvements migratoires et dynamiques des quartiers à Bruxelles. In: *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n°97. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/1331>
DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.1331>
- VANDERMOTTEN, C., 2014. *Bruxelles, une lecture de la ville: De l'Europe des marchands à la capitale de l'Europe*. Editions de l'Université libre de Bruxelles.
- WACQUANT, L., 2008. *Urban Outcasts: A Comparative Sociology of Advanced Marginality*. Polity.
- WHITAKER, G. P., 1980. Coproduction: Citizen Participation in Service Delivery. In: *Public Administration Review*, 40(3), 240-246. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/975377>
- YATMO, Y. A., ATMODIWIRJO, P. et PARAMITA, K. D., 2013. Whose Waste Is It Anyway? In: *Journal of Urban Design*, 18(4), 534-552.
DOI : <https://doi.org/10.1080/13574809.2013.824364>

NOTES

1. Au cours de notre travail de terrain, nous avons rencontré une femme rom qui récupérait des débris métalliques dans les ordures pour les vendre au prix de 8 euros le kilo.
2. Information fondée sur l'expérience du projet Resilient Retail for Brussels ou ReReB (programme Co-create d'Innoviris pour la période 2017-2020) et sur le diagnostic de « Freight Trails – An action plan for goods transport serving the Stalingrad-Lemonnier neighbourhood – Summary, April 2018 » (consultable à l'adresse suivante : https://urbact.eu/sites/default/files/media/brussels_freight_tails_iap_english_summary._an_action_plan_for_goods_transport_serving_the_stalingrad-lemonnier_neighbourhood_-_summary._april_2018.pdf [consulté le 19/02/2021]).

RÉSUMÉS

L'image d'une ville et la façon dont elle est perçue sont intrinsèquement liées à sa propreté. Partout dans le monde, les quartiers populaires où les détritrus s'entassent dans les rues sont stigmatisés et dévalorisés. Tel est le cas à Cureghem, un quartier multiethnique de Bruxelles (Belgique), où le manque de propreté et d'entretien de l'espace public constitue l'un des principaux sujets de préoccupation et griefs exprimés par les habitants. Le présent document porte sur le service de collecte des déchets à Bruxelles, et plus particulièrement dans une rue commerçante de Cureghem qui compte une multitude de restaurants ethniques, de bars et de magasins de primeurs, et où l'accumulation de déchets est en grande partie imputable au dynamisme de l'activité commerciale. S'appuyant sur un travail de terrain ainsi que sur des entretiens et ateliers avec des acteurs locaux, réalisés dans le cadre d'un projet de recherche transdisciplinaire, l'étude vise à mettre en lumière le problème des déchets à Cureghem et les propositions qui se font jour dans la recherche d'une solution.

Het beeld en de perceptie van een stad zijn onlosmakelijk verbonden met de netheid van de stad. Overal ter wereld zijn arbeiderswijken waar het vuilnis zich in de straten opstapelt onderhevig aan stigmatisering en waardevermindering. Dat is ook het geval met Kuregem, een multi-etnische wijk in Brussel, waar de buurtbewoners vooral bezorgd zijn en klagen over het gebrek aan netheid en onderhoud van de openbare ruimte. Dit artikel onderzoekt de afvalophaling in Brussel, met bijzondere aandacht voor één welbepaalde winkelstraat in Kuregem, waar heel wat etnische restaurants, cafés en groentewinkels gevestigd zijn en waar de ophoping van vuilnis dus grotendeels toe te schrijven is aan de bruisende commerciële activiteit. Op basis van veldonderzoek, interviews en workshops met lokale belanghebbenden, die plaatsvonden in het kader van een transdisciplinair onderzoeksproject, wil dit artikel enerzijds meer inzicht verschaffen in het afvalprobleem in Kuregem en anderzijds de voorstellen toelichten die werden geformuleerd in de zoektocht naar een oplossing voor dit probleem.

The image and perception of a city are intrinsically tied to its cleanliness. Everywhere in the world, working-class neighbourhoods with rubbish piling up in the streets are subject to stigma and devaluation. This is the case in Cureghem, a multi-ethnic district of Brussels, Belgium, where the lack of cleanliness and maintenance of the public space are among the main concerns and complaints expressed by inhabitants. This paper examines the rubbish collection service in Brussels, focusing in particular on a shopping street in Cureghem with an abundance of ethnic restaurants, bars and greengrocers, where rubbish accumulation is largely attributed to the vibrant commercial activity. Based on fieldwork, interviews and workshops with local stakeholders conducted in the framework of a transdisciplinary research project, it aims to shed light on the rubbish problem in Cureghem and the proposals which emerge in the search for a solution.

INDEX

Thèmes : 7. aménagement du territoire – logement – mobilité

Keywords : Cureghem, public action, regional policy, social inequalities

Trefwoorden : Kuregem, overheidsop treden, gewestelijk beleid, sociale ongelijkheden

Mots-clés : Cureghem, action publique, politique régionale, inégalités sociales

Financement : <http://dx.doi.org/10.13039/501100004744>

AUTEURS

ANDREA BORTOLOTTI

Andrea Bortolotti est architecte et titulaire d'un doctorat en urbanisme de l'Université libre de Bruxelles (ULB). En tant que chercheur affilié au Laboratoire Urbanisme, Infrastructures, Écologies et Paysage de la Faculté d'architecture de l'ULB, il mène des recherches approfondies sur les déchets urbains et sur le recyclage à Bruxelles. Ses travaux ont fait l'objet de publications dans des revues telles que *OASE*, *Flux* et la *Society and Business Review*.